Les enjeux LGBT+ dans un projet municipal

Compte-rendu de l’atelier des JDE – 24/08/2019

## Intervenant.e.s

* **David Belliard** : président du groupe écologiste au Conseil de Paris, tête de liste aux élections municipales
* **Alice Coffin**, cofondatrice de l’Association des journalistes LGBT et media dykerector de l’European Lesbian Conference
* **Jérémie Crépel**, conseiller municipal de Lille, délégué à la santé
* **Sabrina Sebaihi**, adjointe au maire d’Ivry-sur-Seine en charge de la sécurité

Atelier animé par **Jean-Luc Dumesni**l, commission LGBT d’EELV et **Catherine Candelier**, secrétaire de la Fédération des élus verts et écologistes (FEVE).

# Introduction : pourquoi cet atelier ?

Les villes ont un rôle à jouer sur les questions LGBT+. Lorsqu’une politique en faveur des enjeux LGBT+ ne sont pas pensés, celles-ci se résume souvent aux mariages de couples d’hommes et de couples de femmes.

Catherine CandelierLes enjeux LGBT+ sont une thématique parmi d'autres dans les programmes municipaux. Les élus écolos sont souvent les seuls à y être. A Sèvres, où Catherine est élue, ville d’un peu moins de 25 000 habitants, le maire (LREM – ex LR) a proposé la plantation d’un « arbre de la fraternité ». Comme je Catherine est impliquée, elle a lu la délibération en faisant attention aux « considérants ». Ceux-ci justifiaient la plantation de l’arbre par la recrudescence alarmante d'actes violents de toute sorte, racistes, antisémites, profanations de lieux de culte ou de mémoire. Les actes violents faits aux femmes ou homophobes n’étaient pas mentionnés. Catherine a donc déposé un amendement pour que la délibération les mentionne au même titre que tous les autres. Il faut donc toujours être attentif et attentives aux questions de discriminations.

## **Jérémie Crépel**

Elu à la santé à Lille, président du groupe métropolitain depuis 1 an. Aujourd’hui connu à Lille comme militant LGBT, il l’est devenu après avoir été militant écolo.

Comme il a fondé une association LGBT, Jérémie a voulu indiquer sur la liste des municipales qu’il était « militant LGBT », mais cela lui a été reproché, et il a été accusé d’instrumentaliser la liste au profit de questions communautaristes.

**« Nous sommes la nature qui se défend »**

La formule zadiste "nous sommes la nature qui se défend": résume bien notre condition. La nature c'est les lesbiennes, les gays, les bis, les trans… La société hétérosexiste nous ment en prétendant que la nature ne conçoit que deux sexes, correspondant à deux genres – tout en niant le continuum qui existe. Cette idée aboutit à toutes ces discriminations. On doit se réapproprier cette, qui fait partie de la diversité.

Le premier devoir, pour un candidat à une élection c'est de sortir du placard. En tant qu'élu à la santé, en tant que gay *out*, les dossiers LGBT nous sont directement transmis : agressions, rapport avec les associations LGBT.

**Les enjeux de santé LGBT+**

Les enjeux LGBT+ auraient leur place dans n'importe quelle délégation. Mais la santé est centrale.

Lutte contre les épidémies, comme celle du VIH :

Les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) et les personnes transgenres sont en premier lieu concerné.e.s. A la mairie de Lille, le programme a pérennisé les financements de la lutte contre le VIH, voire les a augmentés. L’objectif pour mettre fin à l’épidémie en 2030, c’est 90% de séropositifs dépistés, dont 90% sous traitement et 90% d’entre eux indétectables.

La mairie de Lille dialogue avec la CPAM pour que l’initiative de Paris sans Sida, du dépistage gratuit en laboratoire d’analyses médicales soit répliquée. La ville a également engagé un travail avec le personnel médical pour faire baisser les stigmatisations. Un dentiste avait par exemple refusé de soigner un patient sous Prep. Les actions de prévention auprès des travailleurs et travailleuses du sexe sont importantes, car ce sont des personnes très exposées et les politiques actuelles qui visent à les cacher les mettent en danger. Comme celles-ci fuient la rue et utilisent les réseaux sociaux, la mairie utilise ce canal pour ses actions de prévention.

Mesures pour les personnes transgenres :

La Mairie de Lille a mis en place le Réseau Santé Trans, pour permettre aux personnes transgenres de rentrer en dialogue avec les personnels de santé, afin d’adapter les parcours de santé à leurs besoins. La Ville travaille aussi à leur insertion sociale, et leur hébergement d’urgence lorsqu’elles sont expulsées de chez elles.

Les enjeux futurs :

* Le vieillissement des personnes LGBT : travail au sein des Ehpad et des CCAS pour leur accueil ;
* L’éducation à la sexualité et l'affectivité, qui n’est souvent pas assurée dans les écoles.
* Aider le combat des personnes intersexes.

## Sabrina Sebaihi

La délégation de la sécurité dont elle a la charge est assez rare pour les écologistes, pourtant nous avons beaucoup à y apporter. Alors qu’Ivry compte 1800 agents communaux, seulement une personne est en charge des questions de discrimination. Les moyens ne sont pas en cohérence avec les objectifs fixés. On travaille souvent avec les discriminations "habituelles", c’est-à-dire le racisme, etc. Mais le travail sur les inégalités entre les femmes et les hommes dans l'espace public a été difficile à mettre en œuvre : il a fallu 3 à 4 ans avant d'aboutir à une action de la municipalité.

Un travail de sensibilisation des élèves collégiens a été réalisé dans les collèges, avec une équipe de médiateurs sociaux municipaux et des spécialistes de la lutte contre les discriminations. Le travail a beaucoup porté sur les mots employés et insultes sexistes et homophobes. Le projet est d’étendre ces ateliers à tous les établissements de la ville.

Un travail d’éducation à la sexualité a été effectué par des éducateurs spécialisés. Les adolescent.e.s se posent des questions sur la sexualité mais n’osent pas forcément en parler avec des adultes voire des professionnel.le.s.

A Ivry, le maire est homosexuel. Des graffitis homophobes ont été plusieurs fois réalisés sur la mairie, avec peu de réponses politiques. Le travail préventif est donc essentiel.

Une permanence juridique se tient, pour faciliter les dépôts de plainte et s’assurer qu’un suivi judiciaire en découle.

En somme, la priorité de la ville est de travailler sur un public très jeune, et de faire en sorte que celles et ceux qui souhaitent s’exprimer sur ce sujet trouvent une oreille attentive.

## David Belliard

L’exposé est davantage une réflexion sur les enjeux LGBT+ en tant que tête de liste pour les municipales à Paris, plutôt que le bilan de ce qui a été fait. Deux questions se posent :

* Qu'est-ce qu'une métropole et ville de Paris dans une vie LGBT ?
* Qu'est-ce qu'un élu EELV peut apporter de différent sur ces enjeux ?

Paris a été un lieu d'émancipation, car il y règne un anonymat bienveillant. C’est un territoire irrigué par des années de luttes de militant.e.s LGBT, ils et elles sont autant de points de soutien pour exprimer ce que l'on est. Paris continue-t-elle à être une ville d'émancipation ? Comment en tant qu’élu l'accentuer ? Les élus EELV ont souvent des parcours originaux, ce sont rarement des parcours d’aparatchiks. Les passés associatifs sont des atouts à apporter dans les institutions.

**Sortir du placard**

Il ne faut pas hésiter à sortir du placard, sans qu’une réaffirmation constante ne soit nécessaire. Pas de jugement non plus sur les gens qui ne l’expriment pas. Faire de la politique avec son histoire rend le discours politique plus fort, plus incarné. Les personnes concernées ont une manière différente de voir les choses – mêmes si les allié.e.s dans les luttes sont bien utiles.

**Pour une politique d’égalité**

Selon la maire actuelle, « Paris doit être la ville de l’amour ». Les LGBT n’ont pas besoin d’elle pour s’aimer, mais ont besoin d’élus pour mettre en place l’égalité des droits. Les élus peuvent promouvoir les politiques d’égalité à l’échelle de la ville, mais aussi au-delà de ses frontières par des vœux de soutien (exemple de la Tchétchénie).

**Agir avec les militant.e.s LGBT+**

Les élu.e.s EELV doivent être les promoteurs et promotrices d'une politique qui ne fait pas « à la place de » mais qui fait « avec » les personnes concernées. C'est une différence fondamentale avec les autres partis. Nous leur faisons confiance pour qu’elles analysent leurs préoccupations et définissent les solutions.

Par exemple, le centre LGBT de Paris, lieu intéressant et important. Mais la plupart des grandes métropoles ont des centres beaucoup plus ambitieux. La question du rapport entre les institutions et les associations est trop souvent un rapport d'instrumentalisation. Le PS instrumentalise, car il a peur du mouvement associatif.

**Inscrire les luttes dans les territoires**

Paris doit avoir un lieu où chacun.e pourrait avoir accès à l'histoire, aux histoires des luttes, et aussi un lieu de travail pour écrire l'avenir. Pouvoir s'appuyer sur la connaissance du passé pour faire des propositions pour le présent et le futur.

La création d’un centre d’archives LGBT, sur proposition du groupe écologiste, a fait l’unanimité du Conseil de Paris. Mais il existe des différences entre partis sur la manière de faire. Nous ne souhaitons pas un appel d'offres, mais plutôt nous appuyer sur le travail des gens qui ont envie de faire. Nous voulons que le centre soit géré par la communauté, même s’il doit y avoir des règles. Les communistes reprochent aux écolos de vouloir privatiser le lieu. Non, car l'idée n'est pas de le réserver à la communauté, mais il serait mieux géré par les personnes concernées que les fonctionnaires. Une gestion municipale risque en outre d’en faire un outil au service de l’exécutif en place.

**Une politique pour toute la communauté LGBT+**

Même si la maire de Paris est souvent présentée comme LGBT Friendly, que des passages piétons sont peints aux couleurs de l’arc-en-ciel, que Paris a été organisatrice des derniers Gay Games, sa politique reste au service de l’attractivité économique de la ville, et est un vecteur de valorisation de sa personnalité. Le résultat, c’est que sa politique ne s’adresse qu’aux acteurs de la communauté les plus visibles : les hommes blancs, cis, gays.

Après l’assassinat de Vanessa Campos, tuée au Bois de Boulogne il y a un an, la Maire de Paris n’a eu aucune réaction officielle. Quelques semaines plus tard, Paris a accueilli les Gay Games, dont l’inscription dépassait les 150€, avec en sus une soirée hors de prix au Grand Palais. Cet événement s’adresse aux mêmes personnes, qui ont la visibilité dans l’espace médiatique. Aujourd’hui, ce n’est pas les parties de la communauté qui innovent politiquement. On est loin d’une vraie politique d’égalité : les lesbiennes, les trans, les personnes racisées, les migrants LGBT ne sont pas suffisamment pris en considération. Le segment qui l’est est aujourd’hui mainstream, soutenu par des marques qui font du pinkwashing. Mais ni nos corps, ni nos luttes ne sont un segment de marché.

## Alice Coffin

Alice Coffin s'occupe de la conférence européenne lesbienne, vaste réseau de militantes lesbiennes en Europe et en Asie centrale. Comparaison de dispositifs. Elle fait également partie de l’Association des journalistes LGBT, qui remet par exemple chaque année les « out d'or ». Dans son engagement associatif, il est extrêmement compliqué de trouver des salles, des espaces pour se réunir. Confrontée directement en tant que militante à Paris.

**Ce que les communes représentent pour les LGBT+**

De la naissance à la mort, les municipalités ont une forte influence dans les vies LGBT+.

Il y a quelques années, les propos de François Hollande au congrès des maires de France, qui a parlé de clause de conscience des maires pour le mariage pour tous, a été un traumatisme. Le débat sur le mariage a fait naître un déferment d’homophobie et d’agressions, en hausse de 42% pour les lesbiennes. Cette situation revient avec la question de la PMA.

Mais les municipalités sont aussi des espaces où l’on peut aborder la question des communautés de manière très concrète, ce qui est souvent difficile en France.

De plus en plus d’édiles font leur coming out : le maire d’Ottawa Jim Watson, la maire de Chicago Lori Lightfoot qui est lesbienne et noire… Il n’est pas non plus anodin qu’en France la question du mariage homosexuel soit née dans une municipalité, à Bègles, sous l’impulsion de Noël Mamère.

Les communes sont aussi des lieux de blocage : interdictions d'occuper la rue, censures d’affiches de films (L’inconnu du lac, La belle saison). Il est donc nécessaire d’être vigilants sur les politiques des villes.

**Comparaison avec l’étranger**

A Paris, le budget du centre LGBT est de 120 000€. C’est très peu lorsque l’on compare avec d’autres villes. A Berlin, le budget du centre d’archives lesbiennes est de 4 millions d’euros. A Paris, on refuse de faire exister le mouvement militant et associatif.

A Philadelphie, métropole comparable par sa taille à Paris, Alice Coffin a rencontré la cheffe du service LGBT. Elle est lesbienne, leadeuse de la Dyke march. C’est une militante radicale. Sa nomination à ce poste montre la confiance de l’institution dans le réseau associatif. Comme l’indiquait David Belliard, le PS a peur du milieu associatif. En France, on observe une tendance à délégitimer, décrédibiliser toute personne qui parle de son vécu pour appuyer ses propos, comme si ça la rendait moins légitime à aborder le sujet. La verticalité, l'institutionnalisation et l'absence de confiance sont des indices d’un malaise français.

# Questions et interventions du public

## Andreas vice maire de Cologne

 Une étude a montré que 10% des habitant.e.s sont LGBT. Une commission LGBT a été mise en place à Cologne, un des membres est détaché auprès des autres commissions municipales. Même chose avec les migrants, handicapés et personnes âgées.

La politique LGBT+ revêt aussi une dimension européenne et internationale, à travers les jumelages entre les villes (23 villes jumelées) et les partenariats dans l’organisation de la Pride.

## Gilles, élu à Montreuil depuis 2008

La politique LGBT+ passe par des enjeux mémoriels. A Montreuil, dépôt de gerbe à la mémoire des déportés homosexuels. Surpris par la résistance, la gerbe a été volée une heure après son dépôt. Les associations de déportés estiment que c’est du communautarisme. Le maire de Montreuil est homosexuel, mais il se passe très peu de chose, car il ne veut pas en faire trop. Dans ce cas-là, avoir un élu homosexuel est contre-productif. A Montreuil, phénomène de périphérisation car Paris concentre les lieux de sociabilité LGBT. Une proposition pour y remédier : y ouvrir des lieux LGBT et faire démarrer des Prides de banlieue qui convergeraient vers Paris.

## Nathan de l’association Aides.

Quelques propositions d’Aides pour les campagnes municipales :

* Logement : prêter une attention particulière aux personnes LGBT dans l'attribution des logements sociaux, par exemple les personnes trans.
* Hébergement : il y a beaucoup de demandeurs d’asile LGBT. Des assos se chargent de leur accueil mais zil est nécessaire d’accroître leur financement.
* Combattre les arrêtés municipaux contre les travailleurs et travailleuses du sexe, qui ont remplacé le délit de racolage supprimé en 2016. Ces arrêtés les poussent dans la clandestinité.
* Changement d’état civil des personnes trans : malgré loi beaucoup font part d’un mauvais accueil. Il est nécessaire de former les agents municipaux.
* VIH Sida : Aides a besoin du soutien des mairies sur les campagne de communication, dépistages, Prep… sur les panneaux d'affichage.

## Catherine Candelier (FEVE)

Si les métropoles peuvent être en avance sur ces enjeux, la plupart des élus écolos viennent de petites communes, qui ont moins de moyens et où les territoires sont moins accueillants que Paris. Comment aborder ces questions ?

## Anthony, élu à Besançon

Il y a une homophobie qui s'exprime par des paroles et des actes, mais aussi une homophobie qui s'exprime par le silence. Lorsqu’en cas d’agression homophobe, le maire garde le silence et ne condamne pas, c’est homophobe.

Les villes moyennes sont aussi des villes refuges à l’échelle des régions dans lesquelles elles sont implantées.

La FEVE devrait aussi accompagner les élus sur ce sujet dès le début du mandat.

# Réponses des intervenants :

## Jérémie Crépel :

Concernant l'état civil des personnes trans, la loi permet notamment le changement du prénom. Mais les traitements par les mairies ne sont pas uniformes. Il faut des consignes nationales. La formation des professionnels est centrale, il ne faut pas uniquement faire des sensibilisation auprès des ados.

Les lieux communautaires ont besoin de financements, or l’Etat se désengage. L'Agence Régionale de Santé ne veut plus financer le centre de santé communautaire de Lille, alors qu'il accueille des migrants, etc.

## Sabrina Sebaihi

L'élément central, c'est la formation des agents des collectivités territoriales, des élu.e.s. Certains élus parviennent à esquiver et déléguer les mariages pour tous. C'est un devoir, ils ont à le faire.

# Conclusions

## David Belliard :

Sans être défavorable aux Gay Games, la manière dont ils ont été organisés est problématique. Les politiques menées sont liées à une représentation de ce que doit être la communauté LGBT : consommatrice, intégrée, qui doit avoir des enfants. Ce n’est pas le modèle de société que l’on veut promouvoir. Nous voulons donner plus d’options qu’une société ultraconsommatrice, dont l'unique horizon serait de dépenser son fric dans des soirées le weekend. Ce n’est pas que ça.

Une partie de la communauté porte en elle d'autres horizons et nous devons la soutenir.

En cas d’élection en tant que Maire de Paris, les arrêtés municipaux anti TDS seront abrogés.

## Sabrina Sebaihi

Partage l'idée d'émancipation, et s'engage en cas d’élection à ce que ces questions soient abordées en début du mandat avec des moyens supplémentaires.

## Jérémie Crépel

Au lieu de pourchasser les TDS et les HSH, la police municipale devrait les protéger.

## Alice Coffin:

Etre élu.e LGBT n’implique pas nécessairement d’incarner cette appartenance et de la traduire en politiques publiques, comme Bertrand Delanoë l’a montré au cours de ses mandats de maire de Paris.

Les lesbiennes ne sont pas assez visibles, et en cela elles échappent encore au pinkwashing – qui a au moins cet intérêt. « Pinkwashez moi !»

# Pour aller plus loin : bibliographie

Proposée par Alice Coffin

* Isabelle Carles : « Faire face à la LGBTphobie dans une ville moyenne : le cas de Charleroi », Droit et cultures, 2019
* L’Idahomètre de l’Idaho
* Combating Homophobia, Local Policies for Equality on the grounds of Sexual Orientation and Gender Identity, a European white paper against homophobia, European local administration devices (AHEAD), Barcelona, 2011
* Guaranteeing lesbian, gay, bisexual and transgender people’s rights: a responsibility for Europe’s towns and regions, The Congress of Local and Regional Authorities, Council of Europe, Rentröm Y., Strasbourg, 2015,
* Compendium of good practices on local and regional level policies to combat discrimination on the grounds of sexual orientation and gender identity, Council of Europe, Strasbourg, 2016
* European Union lesbian, gay, bisexual and transgender survey, European Union, Agency for Fundamental Rights (FRA), Vienna, 2014.